



En 2010, le secteur marchand guadeloupéen génère 2,7 milliards d'euros de valeur ajoutée

En 2010, la valeur ajoutée générée par les entreprises implantées en Guadeloupe atteint 2,7 milliards d'euros. Le secteur du commerce dégage à lui seul plus du quart de la valeur ajoutée produite. La construction, secteur clé de la Guadeloupe n'en génère que 10 %. Deux-tiers de la valeur ajoutée produite en Guadeloupe finance les frais de personnel, et le dernier tiers l'excédent brut d'exploitation, ce qui correspond au taux de marge. Le taux de marge varie fortement d'une entreprise à l'autre, en lien avec leur intensité capitalistique respective.

Christiane Millet, Insee

En 2010, les entreprises¹ implantées dans le département ont dégagé plus de 2,7 milliards d'euros de valeur ajoutée. Sur la même période, les entreprises martiniquaises ont engendré 3 milliards d'euros et les entreprises guyanaises près de 1,1 milliards d'euros.

Après deux années de contraction économique, marquée par la crise mondiale et par des mouvements sociaux, l'activité économique de la Guadeloupe a montré en 2010 des signes de reprise, surtout perceptibles en fin d'année.

Le commerce, premier secteur d'activité générateur de richesses

En Guadeloupe, le premier secteur d'activité créateur de richesses est celui du commerce de gros et de détail (26 %). Il en est de même en Martinique (24 %) et en Guyane (24 %). Au sein de ce secteur, le commerce de détail (hors automobiles et motocycles) dégage la plus grande valeur ajoutée (13 %).

Moins présentes sur le sol guadeloupéen qu'en métropole, les entreprises

industrielles contribuent à hauteur de 13 % de la valeur ajoutée totale, contribution inférieure à celle constatée en Martinique (15,5 %) et en Guyane (15,8 %). L'agro-alimentaire et la fabrication de produits métalliques sont les secteurs générant le plus de valeur ajoutée.

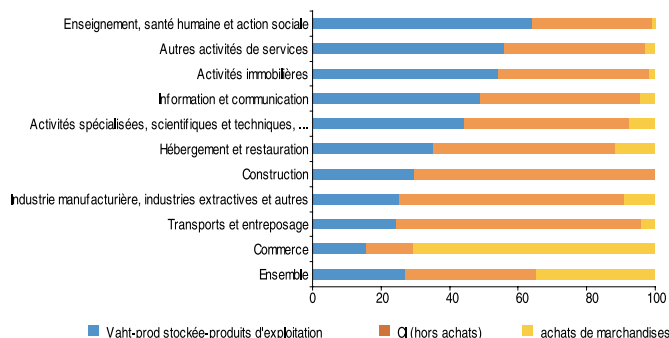
La valeur ajoutée issue du secteur des activités spécialisées, scientifiques et

techniques et les services administratifs et de soutien représente 16 % de la valeur ajoutée totale (14 % pour la Guyane, 23 % pour la Martinique). Ce secteur est porté essentiellement par les activités de services administratifs et de soutien (intérim, sécurité,...).

La construction est un secteur clé de l'économie guadeloupéenne. Après avoir connu un effondrement en 2009,

1 Les achats de marchandises impactent fortement le secteur du commerce

Décomposition du chiffre d'affaires selon les secteurs d'activité (%)



Source : Insee - Esane 2010 - Données individuelles.

¹ Entreprises du secteur principalement marchand, hors agriculture, banques et assurances

en raison des mouvements sociaux survenus au cours de l'année, ce secteur retrouve un certain dynamisme en 2010 ; il représente 10 % de la richesse produite en Guadeloupe.

Le taux de valeur ajoutée plus élevé dans les activités de services

Dans l'ensemble des secteurs d'activité, les consommations intermédiaires (y compris achats de marchandises) représentent 73 % du chiffre d'affaires des entreprises, part identique en Martinique, et légèrement inférieure en Guyane. Toutefois, de fortes disparités sectorielles existent, conditionnées par la part des consommations intermédiaires dans le processus de production. Les secteurs peu consommateurs de produits intermédiaires, comme généralement les activités de services, montrent des taux de valeur ajoutée² supérieurs à 40 %. Le secteur des activités immobilières, par exemple, reflète ce phénomène. Il affiche un taux de valeur ajoutée de 54 %. A l'opposé, dans des secteurs comme l'industrie ou la construction, grands consommateurs de produits intermédiaires, la valeur ajoutée représente moins de 30 % du chiffre d'affaires.

Quant au commerce, secteur où les achats de marchandises représentent 70 % du chiffre d'affaires, le taux de valeur ajoutée atteint à peine les 15 %, soit le taux le plus faible sur l'ensemble des secteurs.

Les entreprises de Guadeloupe affichent un taux de marge de 31 %

Globalement, le taux de marge³ des entreprises de Guadeloupe est de 31 %. En fonction des secteurs d'activité, ce taux varie du simple au triple.

Définition du taux de marge

Le taux de marge rend compte de ce qui reste à disposition des entreprises, pour, par exemple, rémunérer le capital, après déduction des rémunérations salariales. Selon les secteurs, ce taux varie en fonction de l'intensité en main d'œuvre et de l'intensité capitalistique. Toutefois, un taux de marge élevé n'est pas systématiquement signe de rentabilité économique forte. Il faut rester prudent sur la comparaison des taux de marges entre secteurs d'activité car chaque secteur présente des spécificités vis-à-vis du recours à l'emploi et au capital.

En outre, la situation conjoncturelle impacte fortement les entreprises. Par exemple : la crise mondiale de 2008-2009 a affecté l'économie guadeloupéenne en dégradant l'activité des entreprises. Avec l'embellie constatée en milieu d'année 2010, les comportements stratégiques des entreprises, comme pour leurs dépenses de consommation intermédiaire ou investissement, ont évolué.

Les secteurs des activités immobilières et de l'information et de la communication affichent des taux de marge très élevés (respectivement 61 % et 66 %), largement supérieurs au taux de marge moyen. Toutefois, au sein d'un même secteur, des disparités apparaissent. Ainsi, le taux de marge dégagé par le sous-secteur de l'édition est cinq fois plus bas que celui dégagé par le sous-secteur des télécommunications.

A contrario, les taux de marge enregistrés dans la construction et le commerce sont nettement inférieurs au taux de marge moyen. Cependant, au sein du secteur du commerce, le taux de marge du commerce de gros est plus important que celui du commerce de détail.

Dans l'industrie où le taux de marge est en dessous de la moyenne, des disparités existent au sein des différentes activités qui la composent. En effet, le taux de marge du secteur de l'imprimerie et reproduction d'enregistrements peine à atteindre 13 %, tandis que celui de l'agro-alimentaire est supérieur au taux de marge moyen.

Il faut rester prudent sur la comparaison des taux de marges entre secteurs d'activité car chaque secteur présente des spécificités vis-à-vis du recours à l'emploi et au capital. De plus, la situation conjoncturelle impacte fortement les entreprises. En 2008 et 2009, la Guadeloupe, comme toutes les régions, a été touchée par la crise mondiale, puis par les mouvements sociaux qui ont paralysé l'économie guadeloupéenne pendant 45 jours en 2009. Cela a fortement ralenti son activité économique et par répercussion l'activité des entreprises. L'amorce de reprise enregistrée au cours de l'année 2010 permet un retour progressif vers une situation plus sereine.

88 % de l'investissement guadeloupéen concentré dans 4 secteurs d'activité

Les entreprises appartenant au champ de l'étude, ont investi 1,2 milliards d'euros en 2010. L'investissement en Guadeloupe est généré principalement par quatre secteurs. Le premier de ces secteurs est celui des activités immobilières. En effet, de par la

2 Après un effondrement en 2009, la construction produit 10 % de la richesse totale

Principaux résultats des entreprises implantées en Guadeloupe en 2010 (euros)

Secteur d'activité	Nb unités	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	%	Excédent brut d'exploitation
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2 469	1 315 104	352 322	130,7	101 459
- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	558	302 277	85 276	31,6	28 025
- Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	189	183 592	53 343	19,8	14 445
Construction	4 250	1 028 275	284 372	105,5	72 437
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	10 901	5 651 020	996 157	369,6	230 085
- Commerce :	7 279	4 621 658	712 717	264,4	189 137
dont :				0,0	
Commerce de gros, hors automobiles et motocycles	1 406	1 974 837	263 378	97,7	89 931
Commerce de détail, hors automobiles et motocycles	5 092	2 049 520	344 850	127,9	79 167
- Transports et entreposage	1 327	758 485	190 751	70,8	38 702
- Hébergement et restauration	2 295	270 878	92 688	34,4	2 246
Information et communication	662	382 271	155 418	57,7	102 121
Activités immobilières	923	259 417	139 882	51,9	85 330
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	4 962	955 897	439 868	163,2	105 410
- Activités de services administratifs et de soutien	2 683	481 416	225 922	83,8	51 993
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2 721	459 066	297 599	110,4	139 986
- Activités pour la santé humaine	1 832	400 732	269 542	100,0	134 353
Autres activités de services	1 777	141 685	63 959	23,7	17 343
Ensemble	28 665	10 192 736	2 729 577	1012,7	854 171

Source : Insee - Esane 2010 - Données individuelles.

² Taux de valeur ajoutée = Valeur Ajoutée hors taxe / Chiffre d'Affaires.

³ Le taux de marge est le rapport entre l'excédent brut d'exploitation (EBE) et la valeur ajoutée (VA).

nature de ses activités, il réalise 24 % de l'investissement total. Avec une présence moins importante sur le territoire guadeloupéen qu'en métropole, l'industrie manufacturière et les industries extractives génèrent 22 % de l'investissement total. Les activités de services administratifs et de soutien et les activités spécialisées, scientifiques et techniques génèrent 18 % de l'investissement, dont la plupart (les trois quarts) proviennent des activités de services administratifs et de soutien (les sociétés créées dans le cadre de la défiscalisation appartiennent à ce secteur). Enfin, un quart de l'investissement total provient du commerce de gros et de détail, des transports, de l'hébergement et restauration dont 60 % proviennent du transport et entreposage.

En 2010, le secteur de la construction se remet peu à peu de la crise mondiale et des événements sociaux de 2009. Cela se ressent au niveau de l'investissement qui reste à un niveau bas. ■

Définition des 4 nouvelles catégories d'entreprises

Le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 définit l'entreprise comme « la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes »

Les nouvelles catégories sont :

Les **micro-entreprises** sont des entreprises qui, d'une part occupent moins de 10 personnes, d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.

Les **petites et moyennes entreprises (PME)** sont des entreprises qui, d'une part occupent moins de 250 personnes, d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.

Les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** sont des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des PME et qui d'une part occupent moins de 5 000 personnes, d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros.

Les **grandes entreprises (GE)** sont des entreprises qui ne sont pas classées dans les catégories précédentes.

3 Les activités immobilières affichent un taux de marge nettement supérieur au taux de marge moyen

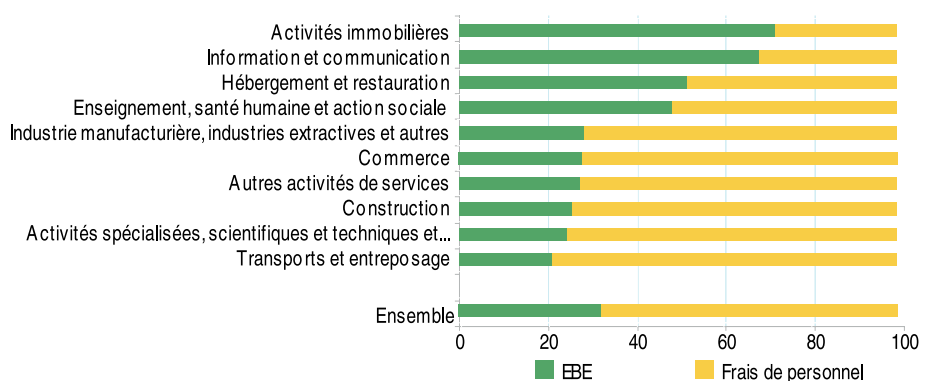
Quelques ratios d'analyse financière des entreprises implantées en Guadeloupe par secteur d'activité (en %)

Secteur d'activité	Taux de VA	Taux de marge	part des frais de personnel
	Vaht/CA	EBE/VA	FP/VA
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	26,8	28,8	71,4
- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	28,2	32,9	79,7
- Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	29,1	27,1	71,5
Construction	27,7	25,5	73,2
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	17,6	23,1	71,8
- Commerce :	15,4	26,5	68,4
dont :			
Commerce de gros, hors automobiles et motocycles	13,3	34,1	60,3
Commerce de détail, hors automobiles et motocycles	16,8	23,0	72,4
- Transports et entreposage	25,1	20,3	75,3
Information et communication	40,7	65,7	30,4
Activités immobilières	53,9	61,0	23,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	46,0	24,0	73,5
- Activités de services administratifs et de soutien	46,9	23,0	42,6
Enseignement, santé humaine et action sociale	64,8	47,0	49,5
- Activités pour la santé humaine	67,3	49,8	46,1
Autres activités de services	45,1	27,1	70,7
Ensemble	26,8	31,2	64,9

Source : Insee – Esane 2010 - Données individuelles.

4 L'excédent brut d'exploitation des activités immobilières représente plus de 70 % de la valeur ajoutée (au coût des facteurs de production) de ce secteur

Répartition de la valeur ajoutée selon le coût des facteurs de production (en %)



Source : Insee – Esane 2010 - Données individuelles.

Source

Esane. : l'Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprises a été mise en place par l'Insee en 2008 et permet de produire des statistiques structurelles d'entreprises..

L'élaboration de ces statistiques se fait essentiellement à partir de données administratives. La source administrative principale est une source fiscale (utilisation des liasses fiscales), source complétée par des données issues notamment des DADS (déclarations annuelles de données sociales). Les informations disponibles dans les sources administratives ne sont pas suffisantes pour élaborer des statistiques annuelles d'entreprises.

Le champ d'Esane est celui des entreprises marchandes à l'exception du secteur financier et des exploitations agricoles. Ce champ est défini à partir des codes de la nomenclature d'activité NAF.

Esane utilise des données administratives exhaustives (liasses fiscales et déclarations annuelles de données sociales-DADS) et des données d'enquête sectorielle annuelle (ESA/EAP) sur un échantillon d'entreprises. Esane fait cohabiter des entreprises qui répondent à l'enquête ESA/EAP avec des entreprises pour lesquelles seules les données administratives sont disponibles.

Des ruptures de séries auxquelles s'ajoute un changement de la nomenclature d'activité principale ont accompagné le passage à Esane, ce qui ne permet pas la comparaison avec les années précédentes.

Les soldes comptables présentés dans cette étude sont calculés à partir d'informations administratives et d'enquête.

Définitions

Comprendre les soldes comptables :

Le chiffre d'affaires se compose de la production vendue de biens et services et les ventes de marchandises. Les marchandises ne sont pas une production réalisée par l'entreprise qui les commercialise, contrairement aux productions vendues de biens ou services.

Contrairement au chiffre d'affaires, **la valeur ajoutée hors taxes** correspond à ce qui est vraiment créé par l'entreprise. Elle s'obtient en additionnant le chiffre d'affaires, la production stockée et les autres produits d'exploitation, auxquels sont retranchées les consommations intermédiaires, les charges d'exploitation et la variation de stock. Les valeurs ajoutées peuvent s'additionner car les consommations intermédiaires sont soustraites. Transformées, ces consommations permettent la production d'autres biens ou services ou la vente de marchandises.

Certains secteurs d'activités bénéficient de subventions. Les entreprises sont également taxées. **La valeur ajoutée au coût des facteurs** de production s'obtient en ajoutant les subventions et en retranchant les impôts et taxes de la valeur ajoutée.

La valeur ajoutée au coût des facteurs de production se divise en deux parties :

les frais de personnel qui permettent la rémunération du facteur de production « travail » ; l'excédent brut d'exploitation qui est le revenu du facteur de production « capital ».

L'**excédent brut d'exploitation (EBE)** n'est pas seulement la rémunération des apporteurs de capitaux ou le bénéfice de l'entreprise. Il permet de rémunérer les actionnaires, mais également de rembourser les dettes ou de financer des investissements. Il rémunère également le travail des entrepreneurs individuels.

Le taux de marge :

La valeur ajoutée au coût des facteurs de production (y compris les subventions d'exploitation, hors impôts et taxes d'exploitation) permet aux entreprises de payer les frais de personnel et de dégager un excédent brut d'exploitation.. Le taux de marge est le rapport de l'EBE sur la valeur ajoutée aux coûts des facteurs de production (VACF). La comparaison des taux de marges entre secteurs est un exercice délicat. Chaque secteur présente en effet des particularités vis-à-vis du recours à l'emploi et au capital et du cycle conjoncturel. Les secteurs capitalistiques ont de fait un taux de marge plus élevé que les secteurs de main d'œuvre. Dans le partage de la VACF, le taux de marge rend compte de ce qui reste à disposition des entreprises - l'EBE -, notamment pour rémunérer le capital, une fois déduites les rémunérations salariales. Un taux de marge élevé résulte en général de la mise en œuvre d'un capital d'exploitation important ; il n'implique pas nécessairement une rentabilité économique forte (l'EBE devant alors être rapporté à ce capital d'exploitation) mais sert à financer les investissements.

La taille des entreprises, mesurée par l'effectif salarié, influe sur les taux de marges. Le taux de marge est plus élevé en règle générale dans les entreprises de moins de dix salariés que dans les autres. Les micro-entreprises intègrent des travailleurs individuels indépendants (commerçants, artisans, professions libérales), et des gérants majoritaires de SARL, qui ne sont pas salariés mais rémunèrent leur travail sur le résultat de l'entreprise. Le taux de marge s'en trouve augmenté mécaniquement. Or, les micro-entreprises sont proportionnellement beaucoup plus nombreuses en Guadeloupe qu'en France. La comparaison des taux de marge n'est donc juste qu'à structure équivalente.

Insee Guadeloupe

41, rue Bébian
97158 Pointe-à-Pitre Cédex

Directeur de la publication :

Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :

Béatrice Céleste

Mise en page :

Typhenn LADIRE

ISSN : 2416-8106

© Insee 2015

Pour en savoir plus

- Brion P., « Esane, le dispositif rénové de production des statistiques structurelles d'entreprises », Courrier des statistiques n° 130, mai 2011.
- Hecquet V., : « Quatre nouvelles catégories d'entreprise – une nouvelle vision du tissu productif », Insee Première n°1321, novembre 2010
- Millet C., «Esane - En 2010, le secteur marchand guyanais génère un quart de la richesse du territoire» Insee - Guyane Analyses n°9, Avril 2015
- Millet C., «Esane - En 2010, le secteur marchand martiniquais génère trois milliards d'euros» Insee - Martinique Analyses n°5, Avril 2015
- Planson S., Rathle J-P., Tagnani S., «Les entreprises en France», Edition 2013
- Baktavatsalou R., Planson S., Rathle J-P., Tagnani S., «Les entreprises en France», Edition 2014



Insee
Mesurer pour comprendre